

Radicalisation, une question épineuse

Par [Ahmed Charai](#) //jan, 19 à 15:46



Les pays occidentaux qui ont une forte communauté musulmane ont tous le même objectif, à savoir prévenir la radicalisation. Des questions comme l'intégration ou le vivre-ensemble sont essentielles. Mais il faut aussi tarir les sources du phénomène. On a longtemps parlé des mosquées et des prisons comme des lieux où s'opère la radicalisation. Les faits ont démontré que ce n'était là que des phénomènes marginaux et que l'internet était le premier formateur, le premier recruteur de terroristes. Ceux-ci n'ont, le plus souvent, qu'un contact très récent avec la religion. Les frères Salah tenaient un bar à Bruxelles, et y vendaient du cannabis. Ce bar n'a été fermé que 10 jours avant les attentats de Paris où ils ont joué un rôle essentiel, puisque l'un s'est fait exploser, et l'autre, toujours en fuite, apparaît comme l'organisateur. Dans les mêmes attentats, la jeune fille abattue à Saint-Denis était, un mois auparavant, plus connue pour sa consommation de Vodka et ses sorties en boîte, que par sa dévotion. Plus récemment, le 7 janvier, un individu a attaqué un poste de police, avec une ceinture factice, dans ce qui s'apparente à un suicide assisté, avec une revendication d'allégeance à Daech. C'était un SDF qui ne fréquentait pas de mosquée et qui n'avait pas non plus accès à internet. Nous sommes à l'évidence face à un nouveau profil de jihadistes, largement plus inquiétant. Il s'agit des jeunes délinquants ou désœuvrés, en dissidence avec la société, qui choisissent le terrorisme, comme une vengeance, un moyen d'exprimer leur colère, leur ressentiment. Pour ces profils, la radicalisation n'est pas d'essence religieuse. Elle n'exprime pas une lecture particulière du Coran, celle de la Salafiya jihadia par exemple, mais beaucoup plus la haine du pays, de l'Occident.

Les recruteurs ne perdent plus de temps à expliquer leurs théories religieuses, mais s'attachent à exalter la haine. Leur crédo c'est «regardez comment ils vous traitent, vous n'êtes pas acceptés, parce que vous êtes musulmans». Dans ce contexte, une décision comme celle prise par le gouvernement français sur la déchéance de la nationalité apparaît gravement inappropriée. Elle n'a aucune utilité dissuasive et elle alimente le sentiment, chez une partie de la population française, d'être des citoyens de seconde zone, ce qui renforce la portée du discours des sergents recruteurs.

Nous savons tous que la hantise des sécuritaires c'est le phénomène dit les «loups solitaires». C'est-à-dire des individus agissant seuls, sans lien avec l'étranger. C'est une hantise, parce qu'ils sont indétectables. Maintenant que l'on sait que la radicalisation n'est pas nécessairement religieuse, même si elle en prend la forme, c'est encore moins détectable. C'est donc la lutte contre toutes les formes de stigmatisation, la création des conditions de l'intégration qui sont la réponse au phénomène terroriste et non pas le contraire. C'est en tous cas ce qui ressort du profilage des derniers événements survenus en Europe.

La taskforce radicalisme n'a encore rien livré de concret"

SAUVEGARDER
RÉACTIONS

Par: rédaction
18/01/16 - 17h05 Source: Belga



Le président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte. © belga.

Créée il y a bientôt un an après les attentats de Paris contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, la taskforce interfédérale de lutte contre le radicalisme n'a encore débouché sur aucune collaboration concrète entre le gouvernement fédéral et les entités fédérées, a indiqué lundi le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte.

Mise sur pied sur base d'une décision du Comité de concertation le 28 janvier dernier, cette taskforce réunit sur base régulière les cabinets du Premier ministre, de la Justice, de l'Intérieur, ainsi que les ministres-présidents des entités fédérées.

"Des échanges d'informations, mais rien de concret"

"Ces réunions ont permis d'échanger des informations, mais elles n'ont pas encore livré de collaborations concrètes entre le fédéral et les entités fédérées", a reconnu M. Demotte (PS) en commission du parlement de la Fédération, où il était interrogé par les députés réformateurs Georges-Louis Bouchez et Gilles Mouyard.

Unir ses forces

Cette taskforce doit permettre aux différents niveaux de pouvoir, dans leurs domaines de compétences respectifs, d'unir leurs efforts pour lutter le plus efficacement contre le radicalisme en Belgique.

Mais dans une Belgique aux majorités asymétriques, cette collaboration semble toutefois problématique.

La dernière réunion de la taskforce menée en décembre dernier s'est ainsi attachée à identifier les "collaborations prioritaires" à mettre en place, ainsi qu'à clarifier les 18 mesures annoncées par le gouvernement fédéral après les attaques du 13 novembre à Paris et le "lockdown" de Bruxelles qui a suivi, a ajouté M. Demotte.

L'idée (du fédéral) d'imposer un bracelet électronique aux personnes connues pour des faits de radicalisme doit notamment y être discutée.

La bourde de Joëlle Milquet

Déplorant l'absence d'action concertée entre entités en matière de radicalisme, la ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet (cdH) avait suggéré la semaine dernière dans la presse de... créer une taskforce interfédérale en la matière, ignorant apparemment que celle-ci existait déjà.

En commission du Parlement lundi, les députés Bouchez et Mouyard se sont étonnés de cette sortie de la vice-présidente du gouvernement de la Fédération.

"Soit elle pêche par manque d'informations, soit elle veut brouiller les cartes, le débat démocratique" en faisant croire que les responsables politiques ne font rien, a commenté Georges-Louis Bouchez. Celui-ci a demandé au ministre-président de "rappeler la ministre à l'ordre".

Un rapport du gouvernement autrichien sur la radicalisation islamique à l'école fait débat

PUBLIÉ PAR JEAN-PATRICK GRUMBERG
LE 24 JANVIER 2016



Ednan Aslan, professeur d'université chargé par le gouvernement autrichien d'étudier la radicalisation à l'école, considère que les projets européens des Frères musulmans et salafistes financés par des pays étrangers ressemblent à une colonisation.

Chargé par le ministère de l'intégration autrichien d'enquêter sur la situation de l'islam dans les écoles maternelles du pays, le professeur de l'Université de Vienne Ednan Aslan, un autrichien d'origine turque, est arrivé à des conclusions tout à fait inattendues.

Répondant aux questions d'un journaliste de *Der Standard*, Aslan dresse un tableau cauchemardesque : les Frères musulmans et les salafistes contrôlent de nombreuses écoles, et le font avec l'accord de politiciens locaux et nationaux. L'universitaire conclut que le gouvernement devrait examiner de très près la provenance des fonds des projets mis en œuvre en Autriche.

On se rend compte ici que dans l'ombre – c'est toujours dans l'ombre que les Frères musulmans agissent – les agents de l'islam ne s'arrêtent jamais. Ils font un vrai travail de fourmis, dissimulés par les islamophiles et les médias, tous les médias, pour que leur travail de destruction de la société occidentale ne soit pas visible du public.

Aslan a refusé de communiquer le nombre exact d'écoles contaminées par l'islam, tout en reconnaissant que le mal islamiste a atteint au moins 150 écoles.

Pour expliquer comment autant d'écoles ont pu tomber sous l'influence de l'islam radical sans être détectées par les autorités, le professeur évoque le « salafisme intellectuel ». Il montre comment les Salafistes déploient des efforts gigantesques pour rester sous les radars en respectant de près les règles du pays tout en faisant fonctionner leurs propres programmes d'éducation fondamentaliste :

“Ils sont très légitimes. Ils attachent une grande importance à l'éducation et évitent tout conflit avec la législation, mais en interne, ils opèrent selon la théologie doctrinaire [de l'islam] la plus conservatrice. Dans les maternelles, le statut des lois de l'islam et de la théologie est présenté comme supérieur à la raison, et les femmes sont présentées comme inférieur à l'homme”.



L'autre groupe, que nous appelons les islamistes politiques, comprennent des organisations comme Milli Gorus ou les Frères musulmans (UOIF en France). Ils sont très actifs dans de nombreuses maternelles et organisations autrichiennes. Nous l'appelons politique parce qu'il ne sépare pas le religieux du politique. Pour eux, l'ordre naturel de l'islam est politique.

Ensuite, explique-t-il, l'islam profite à plein de l'approche "naïve" de la ville de Vienne, qui accepte de travailler en toute candeur avec les Salafistes et les organisations islamistes, ce qui s'apparente à la position non officielle de « regarder ailleurs ».

la démocratie n'est pas considéré comme faisant partie de l'islam. C'est un instrument dont ils ont besoin temporairement et dont ils abusent pour leurs propres objectifs

Constatant que lui et son équipe de recherche ont facilement découvert des prospectus et publications extrémistes, le professeur Aslan conclut que les employés municipaux auraient pu tout aussi facilement faire les mêmes découvertes s'ils s'en étaient donné la

peine – mais ils ont choisi de faire comme s'ils ne voyaient rien et de ne surtout pas faire de recherche.

Pourtant, dit le professeur, quand on analyse leurs écrits, on constate que la démocratie n'est pas considéré comme faisant partie de l'islam. La démocratie est un instrument, pour ces groupes, dont ils ont besoin temporairement et dont ils abusent pour leurs propres objectifs, mais elle ne peut pas être la base d'une société islamique

« Si un groupe d'extrême droite avait tenté d'infiltrer les écoles de la même façon que les islamistes l'ont fait, il n'aurait pas été longtemps autorisé à continuer »

« Si un groupe d'extrême droite avait tenté d'infiltrer les écoles de la même façon que les islamistes l'ont fait, il n'aurait pas été longtemps autorisé à continuer. Là, l'attitude des autorités montrent qu'ils ont perdu tout contrôle » explique encore le professeur.

Se référant aux agressions sexuelles qui se sont produites le soir du nouvel An un peu partout en Europe, le professeur pointe du doigt la théologie islamique qui dit que les femmes sont décrites comme « un outil de l'homme », et qu'il accuse d'avoir pris le contrôle de nombreuses écoles autrichiennes.

L'Autriche a besoin d'une réglementation qui “fixe des limites claires” à l'influence de l'Islam dans les écoles, déclare le professeur Aslan en conclusion de son rapport, et des efforts pour intégrer les nouveaux arrivants s'imposent d'urgence.

Professeur Aslan :

“L'an dernier, 90,000 réfugiés sont arrivés en Autriche, principalement afghans, syriens et irakiens. Le fait est que la plupart viennent de pays islamiques. Ce que j'aimerais voir, c'est une solution qui répond ouvertement au problème. La situation que nous avons, qui consiste à minimiser ou ignorer certains problèmes ne nous aide pas”.



L'infiltration des écoles par des groupes extrémistes islamiques n'est pas un phénomène unique à l'Autriche. En Grande Bretagne, elle a été révélée par le « scandale du Cheval de Troie », où des professeurs laïques ont été progressivement et en douceur remplacés par des islamistes.

Dans ces écoles européennes, Noël est interdit, et les filles et les garçons sont séparés, et des professeurs musulmans utilisent le mot « juif » comme une insulte, et “Kuffar” pour désigner les mécréants.